Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ambassador's Activities

2013

Distributor: French Embassy in the UK
- Press and Communications Services -
58 Knightsbridge, SW1X 7JT London
E-Mail: press@ambafrance-uk.org
Web: www.ambafrance-uk.org

Intervention de SEM Bernard Emié,

Ambassadeur de France au Royaume-Uni

devant les auditeurs de la deuxième session

de formation des jeunes diplomates

français et britanniques

Londres, 14 mai 2013

Monsieur le ministre, mes chers collègues,

Je suis ravi d'être parmi vous ce matin pour la deuxième journée de ce superbe programme de formation dont le principe a été décidé par William Hague et Alain Juppé, formation qui a pour but de rapprocher, à l'aube d'une carrière que nous souhaitons longue et brillante, les jeunes générations de nos services diplomatiques, les deux meilleurs du monde.

Je vous parlerai ce matin de diplomatie économique, qui est une priorité du gouvernement français et de notre ministère. Je vous parlerai également de la manière dont nous pouvons mettre en œuvre cette politique dans un grand pays comme le Royaume-Uni.

Comment faire de la diplomatie économique ? Quel est le rôle d'une Ambassade, et de son Ambassadeur, dans un pays membre de l'Union Européenne, avec lequel nos relations sont extrêmement denses et où nos entreprises occupent une place de choix dans certains secteurs ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles je tâcherai d'apporter une réponse pratique et tournée vers l'action.

I/ La diplomatie économique est un outil pour le redressement économique de notre pays

Dites-vous d'abord que vous êtes payés grâce aux impôts notamment des entreprises et que vous devez aussi être à leur service. Plus que jamais, retrouver le chemin de la croissance passera par la relance de notre commerce extérieur dans la mesure où notre demande interne est atone. D'où la nécessité de nous mobiliser tous et notamment les diplomates.

Vous le savez, le Président de la République a fait du redressement économique de notre pays sa priorité, dès les premiers jours de son mandat.

Notre Ministre, Laurent Fabius, a décidé de mobiliser l'ensemble des moyens humains et matériels de notre réseau diplomatique et consulaire pour répondre à ce défi majeur. La diplomatie économique, c'est en effet une politique ambitieuse, qui vise à mettre les compétences et la force de notre réseau au service du développement à l'international de nos entreprises, de l'accroissement des investissements étrangers créateurs d'emploi chez nous, et de l'attractivité de notre territoire à travers la promotion de la « destination France ».

Cette politique vise à mobiliser bien sûr tous les services des Ministères compétents, comme l'ensemble de nos postes et des services à l'étranger placés sous l'autorité de l'Ambassadeur, afin d'orienter leur travail au service de la compétitivité et du renforcement des capacités exportatrices des acteurs français, notamment des PME et des ETI mais aussi des grandes entreprises dans les pays où l'Etat décide pour les « grands contrats ».

Cette mobilisation collective pour livrer cette guerre économique se met en place à deux niveaux.

Au sein des postes diplomatiques et consulaires tout d'abord, où il s'agit de généraliser et développer le « réflexe économique » chez chaque agent de l'Etat. La diplomatie économique est désormais une instruction permanente et prioritaire pour tous les Ambassadeurs, qui sont à l'étranger les « capitaines de l'équipe de France de l'export », les « chefs d'orchestre » de la diplomatie économique. Leur rôle d'animation et de coordination de l'ensemble des structures publiques d'appui aux entreprises à l'international est plus que jamais une priorité.

Au niveau de l'Administration centrale ensuite. Afin d'ouvrir encore plus le Quai d'Orsay aux entreprises, une direction des entreprises et de l'économie internationale, sous la direction de Jacques Maire, brillant diplomate qui a passé plusieurs années très réussies chez AXA, a été créée qui réunit l'ensemble des services compétents en matière économique et coordonne l'action des différentes directions dont l'action a un impact majeur comme la DUE (négociation européenne) ou la DGM.

2/ En termes chiffrés, l'objectif central est clair : ramener à l'équilibre la balance commerciale hors énergie d'ici 2017, ce qui représente un effort de l'ordre de 25 milliards d'euros par an (par rapport à 2011).

Notre solde a commencé à s'améliorer en 2012, puisque malgré un alourdissement de la facture énergétique, l'allègement du déficit manufacturier permet de réduire le déficit commercial à -67,2 milliards en (après -74,0 milliards en 2011). Hors énergie, notre déficit manufacturier qui se montait à 33,1 milliards d'euros en 2011 s'est réduit à 19,1 milliards en 2012.
Le solde du secteur automobile (-5,2 milliards en 2011) s'améliore ainsi de 1,5 milliards, à -3,7 pour 2012. Notre agriculture reste largement exportatrice avec un excédent de 3,7 milliards d'euros. L'excédent des industries agroalimentaires se monte à 7,8 milliards d'euros,

à un niveau historique. Enfin, le solde « Matériel de transport » reste élevé à + 15,6 milliards d'euros, grâce à la très bonne performance de l'aéronautique.

Sur les trois premiers mois de 2013, la situation reste difficile, même si le mois de mars a connu une réduction du déficit commercial de près de 25 % par rapport à février, en raison une fois encore, du dynamisme du secteur aéronautique.
Cet objectif général est donc ambitieux. Des outils nouveaux permettront de l'atteindre, en misant sur un ciblage renforcé de nos efforts. La Ministre française du commerce extérieur a ainsi identifié des priorités géographiques et thématiques : celles-ci concernent 47 pays, dont 10 émergents qualifiés de « super prioritaires », et 4 secteurs axés sur les problématiques du « mieux habiter en ville », du « mieux se nourrir », du « mieux se soigner » et du « mieux communiquer ». Ces secteurs correspondent à des domaines où la France doit porter ses efforts au regard du potentiel de la demande étrangère et de la performance comparée de l'Allemagne et de l'Italie.

Le Royaume-Uni, qui fait partie du groupe de pays « super prioritaires », est concerné par les trois derniers secteurs.

II/ Les services de l'Ambassade au Royaume-Uni sont pleinement mobilisés pour y renforcer davantage l'implantation d'entreprises françaises.

1/ Je consacre plus du tiers de mon temps aux questions économiques et financières. A rencontrer les entreprises françaises et britanniques. A visiter leurs locaux à travers tout le Royaume-Uni. A animer le réseau public et privé. A expliquer et défendre nos positions dans les Ministères technique mais aussi dans la City. A promouvoir l'attractivité de la France et améliorer son image. A casser les préjugés, les idées fausses, les caricatures. A parler aussi dans les Médias locaux et mondiaux que sont le FT et « The Economist ». En effet, Le Royaume-Uni est un partenaire essentiel pour les entreprises françaises. En 2012, la France est le 4ème client et le 5ème fournisseur du Royaume-Uni, et le Royaume-Uni est réciproquement le 5ème client et le 7ème fournisseur de la France.

Surtout, le Royaume-Uni représente notre premier excédent commercial pour les échanges de biens, qui s'élève à 6,6 milliards d'euros. La France est également l'un des rares pays à dégager un excédent face au Royaume-Uni dans le domaine des services, notamment grâce au tourisme avec un excédent de plus de 2,9 milliards d'euros. En 2012 près de 3.8 millions de touristes français se sont rendus au Royaume-Uni (première nationalité en terme de fréquentation) alors que près de 10 millions de Britanniques ont visité la France la même année.

Le Royaume-Uni est bien évidemment un marché mature et très concurrentiel, mais des gisements d'opportunités et d'intérêt mutuel subsistent dans de nombreux domaines, dont les secteurs de pointe tels que les technologies de l'information et de la communication, les biotechnologies, l'aéronautique ou l'efficacité énergétique.

En 2011, la France était, avec l'Allemagne, le plus important pays européen pourvoyeur d'investissements directs étrangers au Royaume-Uni en nombre de projets, permettant la création ou la sauvegarde de 12 000 emplois, c'est-à-dire plus de 11% des emplois générés par les investissements étrangers au Royaume-Uni. La France est également le premier pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance du Royaume-Uni, accueillant 21% des projets dirigés vers l'Europe. Depuis 2000, plus de 580 projets décidés par des sociétés à capitaux britanniques ont permis la création ou le maintien de plus de 24 500 emplois dans notre pays.

Le marché britannique exerce une attraction par sa taille, comparable à celle du marché français, et son potentiel important lié à son ouverture à l'étranger. Il attire également par sa proximité géographique et le cordon ombilical que représente le tunnel sous la Manche. Les échanges ne sauraient méconnaître l'importance d'une communauté évaluée à 300 000 Français sur le sol britannique.

Environ 2900 filiales françaises sont établies au Royaume-Uni. La force de notre relation bilatérale tient pour beaucoup à la vigueur des partenariats entre nos entreprises nationales, dans des secteurs variés, tels que la défense, l'énergie, l'environnement, la construction, les infrastructures. La poursuite et le renforcement de nos partenariats industriels sont essentiels à la relance de nos économies. Je citerai l'exemple du secteur de la défense, au sein duquel les entreprises SAFRAN, EADS, ou encore THALES, ont toutes massivement investi au Royaume-Uni et sont devenues britanniques.

Le secteur de l'énergie revêt lui aussi une importance stratégique particulière pour nos pays, avec EDF en tant que premier producteur d'électricité au Royaume-Uni. Dans le domaine nucléaire, l'objectif d'EDF Energy est de construire 4 nouveaux réacteurs au Royaume-Uni. Ce partenariat sera d'ailleurs une source d'importantes opportunités pour les petites et moyennes entreprises du secteur, qu'elles soient britanniques ou françaises. Il s'agit pour nous d'accompagner les négociations, de créer les conditions de déblocage d'impasses mais aussi d'identifier toutes le opportunités possibles.

D'autres secteurs sont essentiels à la relance de nos économies et à la création d'emplois durables : parmi les plus importants, je citerai les services environnementaux, la construction ou encore les infrastructures. Dans ces secteurs, la présence française au Royaume-Uni est remarquable : ainsi, Veolia Environnement emploie plus de 16 500 personnes dans le secteur de la propreté, de l'eau et des services énergétiques. Saint-Gobain y emploie 16 500 personnes, tandis que Bouygues et Vinci, acteurs du secteur de la construction et des infrastructures, totalisent plus de 9 000 emplois.

La compétence des entreprises françaises a également été reconnue lors des Jeux Olympiques. Parmi les entreprises françaises qui ont été impliquées dans la préparation des Jeux, quatre d'entre elles, EDF, Eurostar, Gymnova et Atos étaient membres du Comité et sponsors. Autant d'occasions de contacts, de lobbyings, de mise en réseau et d'appui à nos intérêts.

2/ Un ensemble de dispositifs publics et privés apportent un soutien efficace à toutes ces entreprises en facilitant leur accès au marché d'outre-Manche. Il s'agit là de l'équipe de France dont je serai le Capitaine. Avec des réunions régulières, des objectifs tracés et une volonté de faire ensemble.

Présente depuis 1883 au Royaume-Uni, la Chambre de commerce française en Grande-Bretagne est la plus ancienne chambre de commerce dans ce pays. Elle est également la première chambre de commerce étrangère au Royaume-Uni, en réunissant plus de 600 entreprises membres, avant la CC UK/USA.

La section des 70 CCEF conseille les pouvoirs publics et publie des rapports présentant des recommandations d'action.

Le SER procède à l'analyse macro-économique et suit les grands contrats.

Le réseau d'Ubifrance est un formidable facilitateur à l'export pour nos PME. A Londres, l'équipe d'Ubifrance accompagne désormais plus de 700 entreprises françaises sur le marché britannique et dispose d'une palette d'outil complète. En 2013, plus de 43 événements sont programmés, soutenant autant l'artisanat ou la création, que les entreprises du secteur des nouvelles technologies. J'inaugurerai ainsi prochainement chez Harrods une exposition des vitrines des métiers d'art français.

L'Agence Française pour les Investissements Internationaux remplit deux missions principales : l'accompagnement de projets d'investissements internationaux en France, et la comparaison de politiques publiques ayant un impact en matière d'attractivité.

UbiF et AFII ensemble ont les compétences d'UKTI.

Enfin, l'ensemble des services de l'Ambassade est mobilisé au service de cette stratégie définie par le Gouvernement. Je citerai notamment l'action de l'Institut Français au Royaume-Uni, qui joue un rôle fondamental en matière de promotion des exportations d'œuvres culturelles françaises, qu'elles soient cinématographiques, audiovisuelles, littéraires ou musicales. L'organisation du festival du cinéma français il y a quelques semaines a ainsi permis de distribuer au Royaume-Uni le film « Alceste à bicyclette » qui n'avait pas été possible avant sa présentation ici.

En guise de conclusion, je ferai quelques remarques plus générales :

France et Royaume-Uni ont des difficultés similaires. Déficits commerciaux en croissance, pas assez de PME qui exportent ; interrogations sur nos dispositifs.

1/ La conception de notre « diplomatie économique » s'est nourrie de l'expérience britannique comme, je crois, la politique britannique a également pu tirer quelques enseignements du soutien de la diplomatie française à ses entreprises.

2/ Nos entreprises sont certes concurrentes et nous nous battons souvent : Rafale contre Typhoon en Inde ou aux EAU par exemple. Mais coopération aussi : savoir être pragmatique. Comme Ambassadeur en Turquie, je faisais appuyer Airbus par le Royaume-Uni et l'Espagne, pays favorables à l'entrée de la Turquie dans l'UE. J'encourageais les sociétés du nucléaire comme EDF, GDF ou AREVA à s'intégrer dans des consortiums dirigés par les

Japonais ou les Chinois. Même chose dans le domaine militaire avec les Italiens. S'adapter au terrain. Jouer de ses forces et être conscient des ses faiblesses qu'il faut contourner.

Au total, je pense que nos gouvernements poursuivent également des objectifs similaires dans les enceintes internationales pour qu'une économie ouverte, gage de croissance économique sur le long terme, aille de pair avec des conditions de concurrence équitables entre pays et acteurs économiques. C'est vrai en matière de promotion du libre-échange - qui doit être indissociable de ce que nous appelons la « réciprocité ». C'est vrai aussi, puisque le sujet connaît actuellement une grande actualité dans le cadre de la présidence britannique du G8, de la lutte contre les abus de l'optimisation fiscale. Vrai aussi sur accord de libre échange UE/USA.

Monsieur le ministre, mes chers collègues, je vous remercie./.